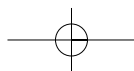
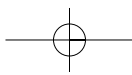
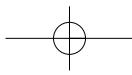


Nigeria



- chiffres clés**
- Superficie en milliers de km² : 911
 - Population en milliers (2000) : 113 862
 - PIB par hab. en dollars (2000) : 358
 - Espérance de vie (1995-2000) : 51.3
 - Taux d'analphabétisme (2001) : 34.7





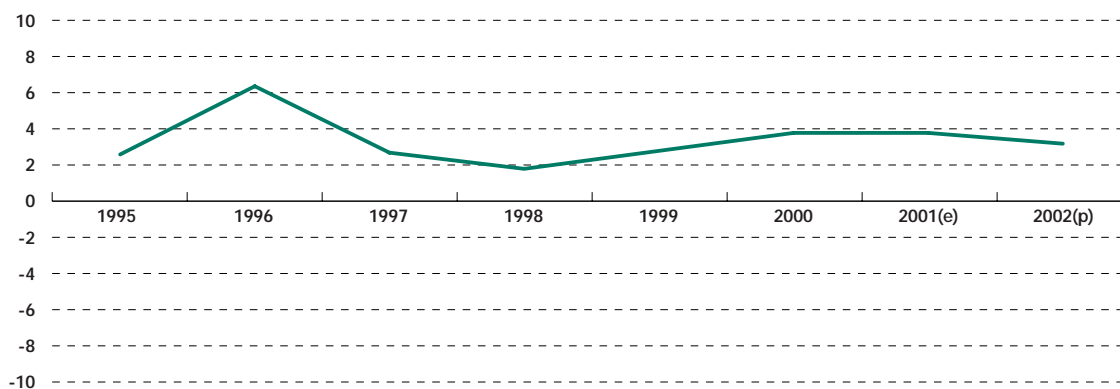
Nigeria

EN MAI 1999, LE NIGERIA a mis en place une nouvelle administration, après près de deux décennies de dictature militaire. La nouvelle administration a tenté d'instaurer un nouveau système économique et social. Le pays doit en effet exploiter ses immenses richesses pour accélérer sa croissance économique et réduire une pauvreté généralisée. Pressé de toutes parts pour distribuer les " dividendes de la démocratie ", le nouveau gouvernement a augmenté ses dépenses, grâce à la forte hausse des cours du pétrole en 2000. Le niveau élevé des dépenses publiques et le dynamisme du secteur pétrolier ont donné un coup de fouet temporaire à une économie fragile, la progression du PIB passant à 3.8 pour cent en 2000. Selon les prévisions, la croissance économique devrait se maintenir autour de 3.8 pour

cent en 2001 et se modérer à 3.5 pour cent en 2002. Mais le processus de croissance a introduit une instabilité macro-économique en 2000, l'inflation a fortement progressé et le taux de change est devenu instable. Cette instabilité devrait perdurer en 2001 et 2002. Le Nigeria semble aujourd'hui avoir réussi sa transition politique. Cependant, les restructurations restent lentes dans des domaines tels que la privatisation. En outre, les progrès réalisés pour améliorer le traitement des problèmes de gouvernance restent limités.

Pressé de toutes parts pour distribuer les "dividendes de la démocratie", le nouveau gouvernement a augmenté ses dépenses, grâce à la forte hausse des cours du pétrole en 2000

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume

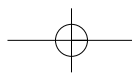


Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI.

Développements économiques récents

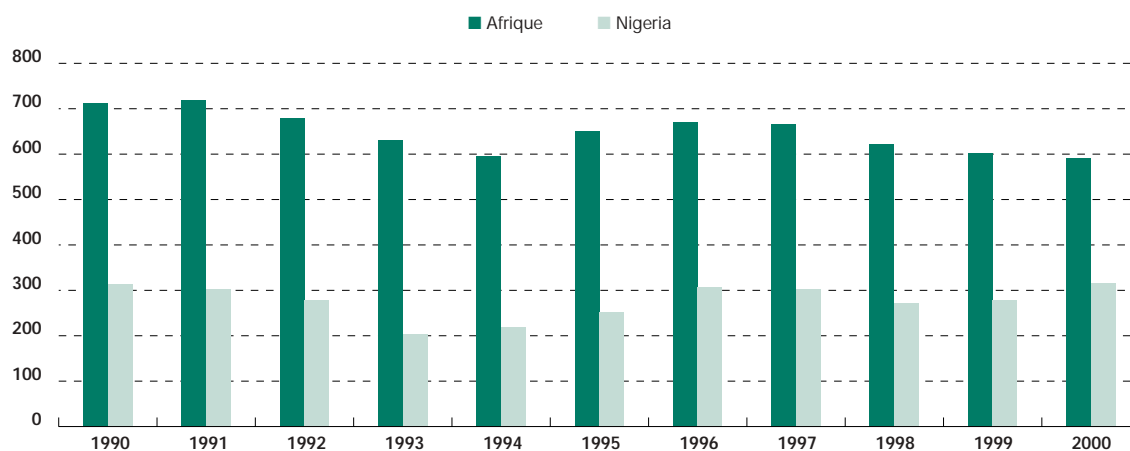
L'économie nigériane s'est améliorée en 2000 : le taux de croissance du PIB a progressé, atteignant 3.8 pour cent, contre 2.8 pour cent en 1999 et 1.8 pour cent en 1998. Cette amélioration provient en grande partie du choc positif sur les termes de l'échange, suite à la hausse des cours du pétrole (passés de 18 à 28 dollars

le baril entre 1999 et 2000). L'effet de ce choc sur le revenu a permis d'accroître les dépenses publiques, qui, conjuguées à la vigueur du secteur pétrolier, ont dopé la croissance. Le budget 2001 a prévu une nouvelle progression des dépenses publiques, suivant en cela les estimations des dirigeants du pays d'un prix du baril de pétrole toujours élevé à 25 dollars. La reprise de la croissance pourrait toutefois n'être que de courte durée car la croissance du PIB devrait être de 3.8 pour cent



Nigeria

Figure 2 - PIB par habitant au Nigeria et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

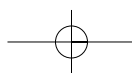
en 2001 et retomber à 3.5 en 2002. En 2001, le repli de la croissance pourrait provenir, en partie, de la réduction de plus de 9 pour cent du quota de production de pétrole imparti au Nigeria par l'OPEP au premier trimestre, ainsi que de la lenteur des réformes visant à supprimer les goulets d'étranglement structurels au sein de l'économie.

La structure du PIB nigérian a connu une évolution majeure en 2000 : le secteur pétrolier est devenu le principal contributeur, devant l'agriculture, qui se classait en première position en 1999. La part du secteur pétrolier dans le PIB est passée de 28.3 pour cent en 1999 à 39.5 pour cent en 2000, tandis que celle des activités agricoles est descendue de 35.1 pour cent en 1999 à 28.5 pour cent en 2000. Le secteur des services a représenté 27.2 pour cent du PIB en 2000, contre 30 pour cent en 1999.

En 2000, les activités manufacturières représentaient toujours 4 pour cent du PIB. Le recul de la part de l'agriculture dans le PIB total ne reflète pas une baisse importante de la croissance de la production agricole, qui est restée relativement stable à 3.1 pour cent en 2000, contre 3.3 pour cent l'année précédente. La production de cultures de base a progressé de 3 pour cent, contre 3.6 pour cent en 1999, les principales cultures enregistrant toutes une augmentation significative, à l'exception du maïs, par rapport à l'année précédente. Les cultures de rapport ont gagné 3.3 pour cent, contre

3.1 pour cent en 1999. Une enquête nationale menée par la Banque centrale du Nigeria (*Central Bank of Nigeria - CBN*) montre que la croissance soutenue de la production agricole résultait en grande partie de conditions climatiques favorables. Cependant, nonobstant la stabilité des performances, le taux de croissance de 3.1 pour cent enregistré en 2000 était inférieur aux 5.5 pour cent par an visés dans le plan pluriannuel 2000-2002. En 2000, les cultures ont souffert de pénuries d'engrais, car ceux qui étaient produits localement n'étaient plus adaptés, suite à la fermeture prolongée du producteur d'engrais national (*National Fertilizer Company of Nigeria - NAFCON*), qui assurait plus de 85 pour cent de la production totale d'engrais du Nigeria.

Après une baisse au cours des deux années précédentes, la production industrielle a enregistré une nette reprise en 2000, en raison de l'augmentation de 12 pour cent du pétrole brut, qui représentait environ 99 pour cent de l'extraction minière. Cette hausse a été attribuée au relèvement des quotas de l'OPEP : la part du Nigeria passant de 1.89 millions de barils par jour en mars à 2.03 en avril, 2.09 en juillet et 2.18 en octobre et novembre. Comme nous l'avons indiqué plus haut, début 2001, ces niveaux ont déjà été abaissés. En revanche, les autres branches industrielles ne se sont pas bien comportées. En 2000, la croissance des activités manufacturières a été inférieure à 1 pour cent, contre 3.5 pour cent en 1999. Ces performances



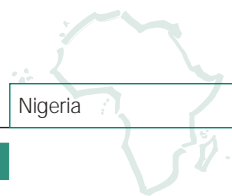
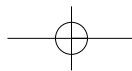
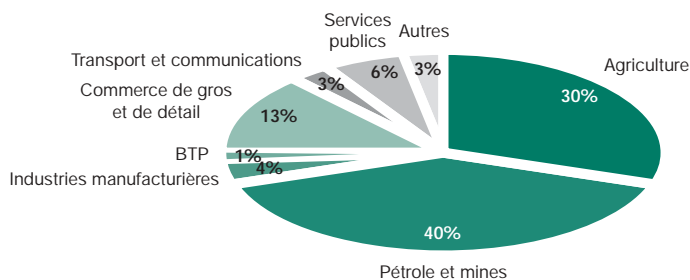
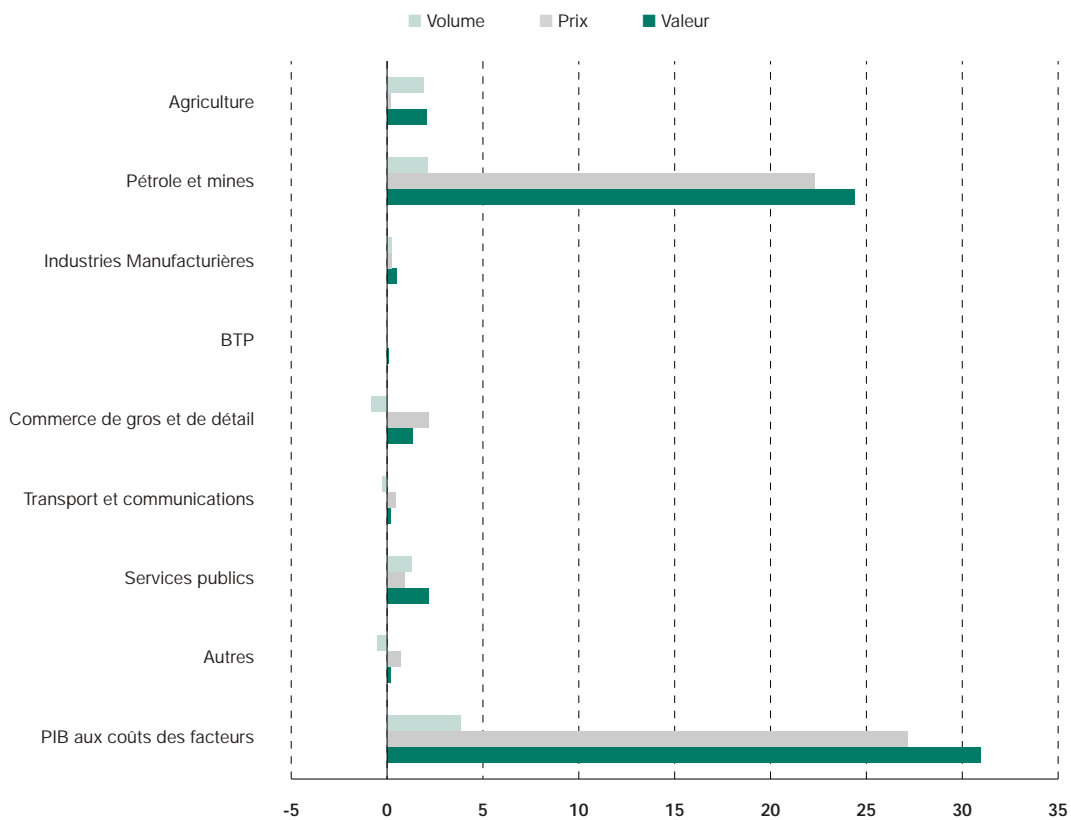


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 1999/2000



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

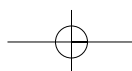
Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 1999/2000



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

inférieures aux prévisions s'expliquent par la faiblesse persistante de la demande de produits locaux, l'augmentation du coût de production et l'insécurité généralisée des biens et des personnes au Nigeria qui a perturbé les programmes de production et découragé les investissements. Le secteur des services dans son ensemble a progressé de 19 pour cent en 2000, toutes

les branches enregistrant des taux de croissance significatifs. La croissance y provenait en grande partie de l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs suite à la hausse des dépenses publiques. Les principaux moteurs de croissance des services sont les transports, les communications, la finance et l'assurance, ainsi que les administrations publiques.



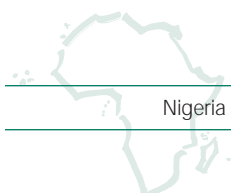
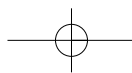
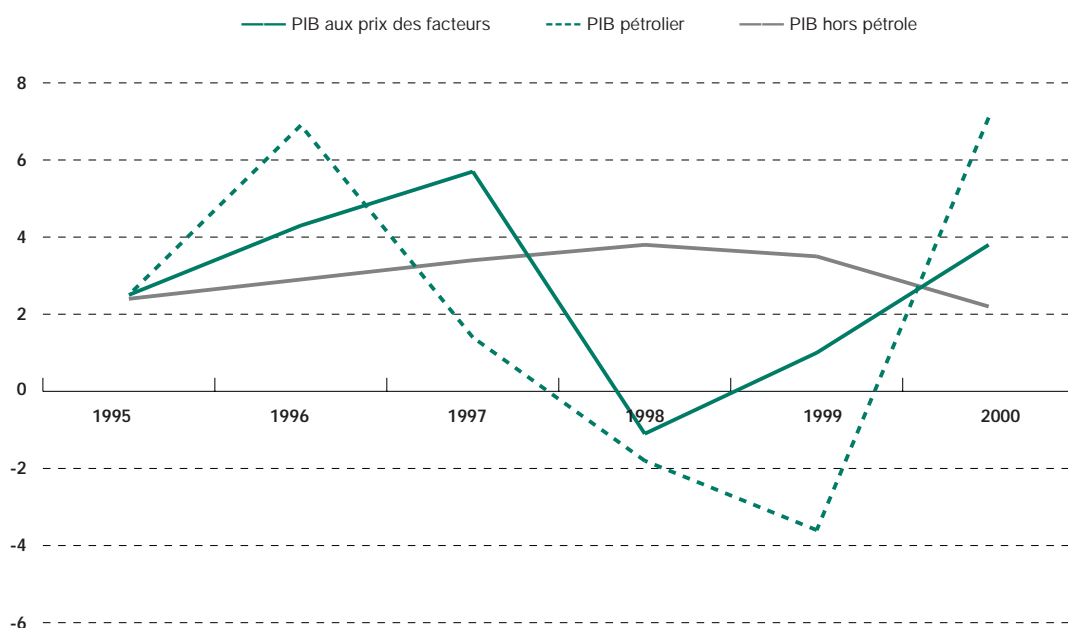


Figure 5 - Taux de croissance du PIB total, du PIB pétrolier et du PIB non pétrolier



Source : Données du FMI.

268

Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Formation brute de capital	16.3	28.2	22.7	21.7	25.0	24.8
Publique	5.3	24.5	10.3	9.7	12.0	11.9
Privée	11.1	3.7	12.4	12.0	13.0	12.9
Consommation finale	83.0	76.3	81.5	67.3	72.8	80.1
Publique	7.3	12.8	13.4	13.5	6.7	7.1
Privée	75.7	63.5	68.1	53.8	66.1	73.1
Solde extérieur	0.7	-4.5	-4.2	11.0	2.1	-4.9
Exportations	44.3	33.4	36.8	52.5	48.8	42.7
Importations	-43.6	-37.9	-41.0	-41.6	-46.6	-47.7

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI.

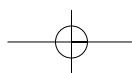
La composition de la demande montre que la manne pétrolière dont a bénéficié le Nigeria a permis de maintenir un niveau élevé de consommation publique en 2000, tandis que l'investissement public ne cessait de reculer depuis 1998. D'un autre côté, après une chute à 3.7 pour cent du PIB en 1998 suite à des problèmes de gouvernance, l'investissement privé est remonté à 12 pour cent du PIB en 2000, les investisseurs reprenant lentement confiance dans l'économie, avec le retour à la démocratie. La consommation finale devrait augmenter en 2001 et encore en 2002, grâce

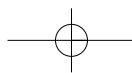
au secteur privé, la consommation publique tombant dans le bas de sa fourchette historique.

Politique macro-économique

Politique budgétaire et monétaire

En 2000, les recettes de l'État nigérian ont fortement progressé pour avoisiner 46 pour cent du PIB, contre environ 31 pour cent en 1999. Cette amélioration





s'explique par une augmentation des recettes pétrolières, reflétant la hausse substantielle du cours du brut par rapport aux 20 dollars le baril retenus dans le budget. La ventilation des recettes brutes montre que celles issues du pétrole ont augmenté de 119.7 pour cent, pour représenter 83.5 pour cent du total. Côté dépenses, le relèvement des traitements dans la fonction publique en 2000 s'est traduit par l'accroissement de la part de ce poste dans les dépenses courantes. Cependant, les paiements d'intérêts ont diminué en 2000 en raison du rééchelonnement de la dette, tandis que les dépenses d'investissement ont légèrement progressé par rapport à l'année précédente. En effet, les dépenses agrégées en pourcentage du PIB ont enregistré un gain d'environ 6 pour cent en 2000. Les opérations de l'État en 2000 ont conduit à un excédent primaire équivalant à près de 10 pour cent du PIB, contre 0.8 pour cent seulement en 1999. Le solde primaire devrait rester excédentaire en 2001, mais inférieur à celui de 2000. En 2002, le solde primaire devrait toutefois devenir déficitaire en raison de la baisse des recettes fiscales du pays.

Les opérations budgétaires de l'État en 2000 ont introduit un déséquilibre budgétaire auquel il risque d'être difficile de remédier. Les dépenses excessives de l'État en 2000, qui devraient se poursuivre en 2001, financées sur les recettes pétrolières, pourraient saper les perspectives des secteurs non pétroliers en raison de l'appréciation du taux de change réel ("syndrome hollandais"). Par ailleurs, la stagnation des dépenses en capital étant politiquement irréalisable, la pérennité

de l'équilibre budgétaire nécessiterait des efforts considérables pour faire face à des dépenses politiquement sensibles, telles que la masse salariale. En outre, le fédéralisme budgétaire du Nigeria risque d'empêcher l'État de maintenir la viabilité budgétaire. Aux termes des accords actuels de partage des recettes fiscales (garanti par la Constitution), les États fédérés et les autorités locales bénéficient d'un accès complet et automatique à la part des recettes pétrolières qui leur revient. Par contre, en l'absence de limitations en matière de dépenses, aucun mécanisme oblige formellement les États et les autorités locales à contribuer à la stabilité budgétaire, par exemple en mettant de côté les gains imprévus issus des recettes pétrolières.

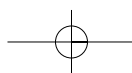
En 2000, la politique monétaire a été assouplie dans le but de relancer l'économie. Avec une inflation très faible, à 0.2 pour cent au début de l'année, la banque centrale du pays (CBN) a poursuivi une politique de taux bas pour amorcer cette reprise. Le taux de réescompte minimum a été abaissé en trois phases, passant de 18 pour cent fin 1999 à 14 pour cent en décembre 2000, et les réserves obligatoires ont été ramenées, en deux étapes, de 12 à 10 pour cent sur la même période. Ces actions, conjuguées à la monétisation de recettes pétrolières plus abondantes, se sont traduites par une augmentation rapide des agrégats monétaires en 2000, l'accélération de la croissance monétaire dépassant largement les objectifs. La masse monétaire au sens large (M2) s'est accrue de 48.1 pour cent, contre un objectif de 14.6 pour cent seulement pour

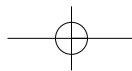
Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Recettes totales (avec dons)^a	22.5	16.2	30.7	46.5	43.6	39.4
Recettes fiscales	5.2	8.7	9.9	15.4	15.5	14.8
Recettes pétrolières	12.2	7.2	23.1			
Dépenses totales (et prêts nets)^a	18.3	25.5	38.2	44.3		
Dépenses courantes	7.6	8.1	18.2	16.9		
<i>Sans les intérêts</i>	3.9	5.0	9.9	9.2	10.7	11.3
Salaires	1.6	2.0	4.3	6.7	8.2	8.9
Paiements d'intérêts	3.7	3.1	8.3	7.5		
Dépenses en capital	5.2	10.3	11.2	12.0	14.9	14.8
Solde primaire	7.8	-6.2	0.8	9.8	2.1	-2.4
Solde global	4.2	-9.3	-7.5	2.2		

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.





 Nigeria

2000. Cette hausse a fait suite à une augmentation de 31.6 pour cent de M2, contre un objectif de 10 pour cent pour 1999. Cette masse monétaire croissante a alimenté les pressions inflationnistes en 2000. Le taux d'inflation, mesuré par l'augmentation, sur 12 mois, de l'indice des prix à la consommation, est passé de 0.2 pour cent en décembre 1999 à 14 pour cent en décembre 2000. Les importantes dépenses publiques prévues dans le budget 2001 ont encore accentué les pressions inflationnistes. Le taux d'inflation s'est par conséquent élevé à 18 pour cent en mars 2001. Il devrait toutefois se modérer légèrement pour s'établir à une moyenne de 13.7 pour cent en 2001, et se stabiliser à ce niveau en 2002.

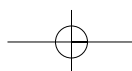
Les données disponibles indiquent que les taux d'intérêt ont affiché une baisse généralisée en 2000, en raison de la surliquidité du système financier. Sur le marché primaire, le taux d'émission des bons du Trésor du Nigeria est passé de 17 pour cent en janvier 2000 à 13 pour cent en décembre. Le taux de dépôt et de prêt des banques commerciales a lui aussi reculé. Depuis début 2001, la CBN a durci sa politique monétaire. Le taux de réescompte minimum a été relevé de 2.5 points de pourcentage en trois phases pour atteindre 16.5 pour cent (parallèlement à un relèvement des taux d'intérêt des bons du Trésor et des certificats de la CBN). Les réserves obligatoires ont été augmentées de 2.5 points de pourcentage, à 21.5 pour cent. Enfin, le ratio de liquidité a été porté de 35 à 40 pour cent. Ces mesures semblent avoir eu un impact car les taux d'intérêt sont passés d'environ 17-20 pour cent début 2001 à 30-40 pour cent en mai.

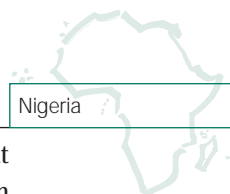
Selon le FMI, le Nigeria pratique le flottement encadré de son taux de change, sans objectif annoncé à l'avance. Il existe actuellement quatre taux de change différents : celui du marché des changes interbancaire (*Interbank Foreign Exchange Market - IFEM*) utilisé par la CBN, un taux de change interbancaire fixé par un groupe de banques commerciales (NIFEX), le taux des bureaux de change, et le taux du marché parallèle. En 2000, le taux de change du naira s'est déprécié sur tous les segments du marché des changes. Sur le marché des changes interbancaire (IFEM), la monnaie s'est dépréciée de 6.5 pour cent en moyenne pour atteindre

101.65 naira pour 1 dollar des États-Unis. Cette dépréciation a fait suite à une hausse significative de la demande de devises tirée par les importations en raison de l'augmentation des dépenses publiques : la demande totale de devises au taux de l'IFEM pendant l'année s'est élevée à 6.9 milliards de dollars en 2000, contre 4.9 milliards en 1999. Sur les segments bureaux de change et marché parallèle, la dépréciation du naira a été plus marquée, avec une baisse de 10.7 pour cent. Après le durcissement de la politique monétaire au début 2001, des signes avant-coureurs montraient que le naira s'était raffermi. Le taux du marché parallèle s'est apprécié, passant de plus de 140 naira pour 1 dollar début avril à environ 135 naira pour 1 dollar à la mi-mai. De ce fait, le différentiel entre le taux du marché parallèle et celui de l'IFEM s'est resserré, passant de 23 à environ 19 pour cent.

Position extérieure

Le Nigeria continue de progresser sur la voie de la libéralisation de ses échanges extérieurs. Il a introduit un barème de droits de douane et d'accise pour la période 1995-2001, ce qui a encore contribué à l'ouverture du commerce extérieur en réduisant les tarifs moyens, la dispersion et le nombre de taux et en abaissant certains tarifs sur les biens de consommation tout en augmentant ceux sur les matières premières. Le Nigeria applique actuellement au moins sept taxes et des droits de douane allant de 0 à 100 pour cent. Les droits de douane et d'accise sont régulièrement révisés dans les budgets annuels. Selon les estimations, les modifications apportées au budget 2000 ont réduit les droits de douane moyens sur les importations, qui sont passés de 24 à 12 pour cent. Le budget 2001 a abaissé de nombreux droits d'importation et augmenté certains droits sur les produits finis. Sur environ 5 000 positions du code tarifaire, 70 ont été relevées (de 25 pour cent en moyenne) et 437 diminuées (de 9 pour cent environ en moyenne). Ces changements ont encore abaissé le tarif douanier moyen. Le régime d'échanges du Nigeria comporte un certain nombre d'obstacles non tarifaires. Les droits de douane et d'accise comprenaient à l'origine l'interdiction d'importer 16 produits, et une interdiction absolue frappait 19 produits (principalement pour des raisons





Nigeria

de santé, de sécurité ou de moralité). Les interdictions sur les importations ont été progressivement réduites dans les budgets annuels. En 2001, la liste de produits interdits incluait les sacs de ciment, l'huile végétale en vrac, la farine de blé, le millet, le sorgho, les pneus rechapés et usés, les serpentins insectifuges et les machines à sous.

La balance commerciale du Nigeria s'est considérablement améliorée en 2000. Les exportations ont enregistré une hausse spectaculaire et les importations se sont stabilisées aux niveaux de 1999. L'augmentation des exportations a reflété l'amélioration enregistrée par le secteur pétrolier, essentiellement sous l'influence des cours internationaux du brut orientés

favorablement, le secteur non pétrolier n'enregistrant qu'une amélioration marginale. La légère progression des importations en 2000 provient des biens d'équipement et des matières premières, dont la part dans le total des importations est passée de 59.9 pour cent en 1999 à 60.9 pour cent en 2000. La proportion des biens de consommation a baissé de 1.2 point de pourcentage pour atteindre 38.8 pour cent sur la même période. Ce gain dans la balance commerciale s'est traduit par une bonne performance des comptes courants, dont certaines composantes se sont stabilisées à leur niveau de 1999. La balance commerciale devrait rester excédentaire en 2001 et 2002, tout en restant inférieure à celle de 2000 en raison de la baisse des exportations.

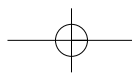
Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Balance commerciale	11.2	2.5	4.0	19.6	11.0	4.6
Exportations de biens (f.o.b.)	41.7	30.6	34.4	50.2	45.5	39.8
Importations de biens (f.o.b.)	-30.6	-28.1	-30.3	-30.6	-34.5	-35.2
Services	-10.5	-7.1	-8.2	-8.6		
Revenu des facteurs	-7.9	-8.8	-10.0	-10.3		
Transferts courants	2.6	4.6	4.7	4.2		
Solde des comptes courants	-4.6	-8.7	-9.5	4.9		

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI.

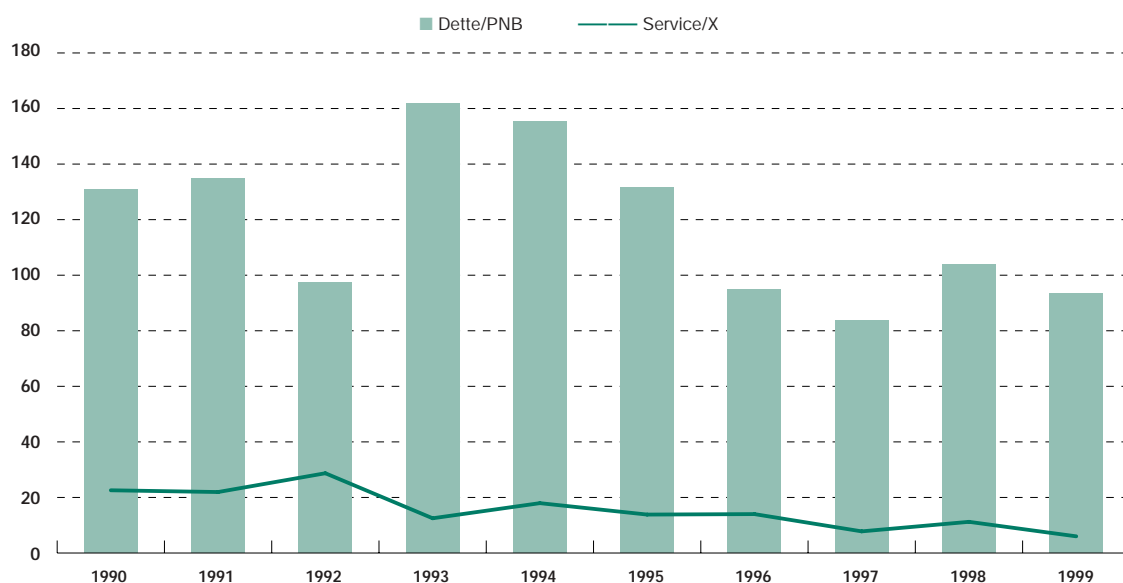
Le Nigeria est fortement sur-endetté vis-à-vis de l'étranger, à hauteur de 29.36 milliards de dollars fin 2000, soit environ 93 pour cent de son PIB. La ventilation de la dette montre que le Club de Paris est le plus important créancier (57 pour cent), suivi par les créiteurs privés (26 pour cent) et les institutions multilatérales (17 pour cent). Le Nigeria ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée. Il a obtenu un rééchelonnement de sa dette aux conditions du marché dans le cadre d'un accord avec les créanciers du Club de Paris, le 13 décembre 2000. Cet accord a consolidé les arriérés du Nigeria à la fin juillet 2000 (à 21.3 milliards de dollars) et les échéances tombant pendant l'accord d'aide éventuelle du FMI, d'août 2000 à juillet 2001 (à 300 millions de dollars), les intérêts moratoires capitalisés sur le rééchelonnement

(à 1.4 milliard de dollars) et les arriérés reportés après la date butoir à la fin 2000 (à 616 millions de dollars). Le Nigeria a ainsi obtenu une économie de paiements au comptant estimée à 1.6 milliard de dollars en 2000 et de 970 millions de dollars pour le premier semestre 2001, sur la base des versements dus de janvier à juillet 2001. Le Nigeria applique actuellement le Programme de conversion de la dette, dans le cadre de sa stratégie de gestion de la dette. Fin décembre 2000, une partie de la dette extérieure, estimée à 56.7 millions de dollars, a été rachetée par adjudication, tandis que 1.2 million de dollars de dette ont été annulés dans le cadre des accords hors adjudication. Les informations relatives à la dette sont également tenues à jour pour un suivi détaillé de tous les impayés. Un bureau de gestion de la dette a été créé pour veiller à ce que le service de la dette soit assuré en temps opportun.



Nigeria

Figure 6 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service sur les exportations de biens et services



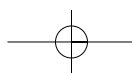
Source : Banque mondiale (2001), *Global Development Finance*.

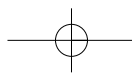
272

Questions structurelles

Le Nigeria continue de mener des réformes pour attirer l'investissement dans les domaines pour lesquels il détient manifestement un avantage comparatif, ainsi que dans d'autres favorisant la diversification de son économie. Le pays a de nombreuses ressources naturelles, notamment de grandes superficies de terres arables, de riches forêts, une main-d'œuvre relativement instruite, du pétrole et du gaz naturel et d'autres ressources minérales. Mais, c'est sur le plan énergétique qu'il dispose d'un avantage comparatif net. Selon les estimations, les réserves prouvées de brut s'élèvent à 3.2 milliards de tonnes ou 22.5 milliards de barils. Les réserves prouvées de gaz, associées ou non à du pétrole, sont actuellement estimées à environ 3 400 milliards de mètres cubes, ce qui équivaut à 3 milliards de tonnes de pétrole. On estime que le pays possède des réserves supplémentaires représentant plus de 25 000 milliards de mètres cubes. En outre, les cours d'eau nigériens pourraient permettre de produire 10 000 MW d'électricité par an. Le pays possède également d'importants gisements de charbon. Il poursuit ses réformes afin de faire connaître ses avantages comparatifs et de renforcer sa croissance.

Depuis juillet 1999, le Nigeria mène un programme de privatisation en trois phases, qui progresse très lentement. La première phase, qui comportait la vente des parts de l'État dans une douzaine d'entreprises commercialement viables, notamment des banques, des sociétés pétrolières, des groupes cimentiers et des assurances, était dans une grande mesure achevée fin 2000. La deuxième phase, qui devait se terminer en 2000, a en fait commencé en 2001. Des progrès ont été réalisés sur la voie de la privatisation des télécommunications, élément clé de la phase II. Trois licences GSM ont été attribuées avec succès en février 2001. Des investisseurs stratégiques ont également manifesté leur intérêt pour l'opérateur télécoms nigérian (NITEL). L'État devrait vendre sa participation majoritaire dans NITEL d'ici fin 2001. En outre, il est parvenu à un accord avec la Banque mondiale sur un crédit d'aide à la privatisation, qui permettrait à cette institution d'intensifier son soutien aux activités de privatisation au Nigeria. La privatisation doit encore avancer dans le cadre des réformes économiques du pays pour, d'une part, supprimer les goulets d'étranglement qui entravent la croissance et, d'autre part, améliorer la répartition des ressources budgétaires. Le budget 2001, par exemple, a injecté des fonds publics





substantiels dans un certain nombre de grandes entreprises d'aluminium, de production d'engrais, d'acier, notamment, qui devaient être vendues avant la fin de l'année. Dans le secteur de l'énergie, on estime que le manque de fiabilité de la fourniture d'électricité oblige 90 pour cent des entreprises commerciales à recourir à des installations de secours coûteuses qui alourdissent encore de 25 pour cent la facture totale. La privatisation de l'agence nigériane d'électricité (*Nigerian Electric Power Agency*- NEPA) devrait débuter en 2002, car les interruptions graves de la fourniture n'ont pas cessé. En outre, le gouvernement a dû maintenir la distorsion des prix dans le secteur pétrolier car l'opinion publique a fait pression pour que le prix de vente au détail du pétrole soit quasiment ramené à son niveau antérieur. La hausse de 50 pour cent intervenue en juillet 2000 aurait permis de supprimer la subvention accordée au pétrole pour éviter les pénuries récurrentes.

Comparé à d'autres pays de cette région, le Nigeria dispose d'un secteur financier développé et diversifié. Outre des banques et des institutions non bancaires, le Nigeria possède une bourse active. La libéralisation du système financier s'est poursuivie en 2000, avec la concession d'un agrément à une nouvelle banque, la *Regent Bank Limited*, ce qui porte à deux le nombre de nouvelles banques ayant reçu un agrément depuis 1999. En 2000, l'effort déployé pour éliminer les établissements en difficulté a culminé avec la suppression de l'agrément de trois banques et la recapitalisation de huit autres. Six banques de développement ont fusionné et ont été réorganisées en deux entités, tandis que 790 établissements financiers non bancaires se sont vu retirer leur agrément. Le nombre de banques en activité est ainsi passé de 90 en 1999 à 88 en 2000.

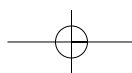
La bourse nigériane (NSE) a connu une remontée spectaculaire en 2000, après trois années de croissance léthargique. L'indice *NSE all-share* a enregistré une hausse de 60.6 pour cent en 2000 et une nouvelle augmentation de 34 pour cent au premier semestre 2001. Les performances relativement solides des marchés des capitaux ont reflété la tendance positive des cours des actions et le regain de confiance du marché suite à la restauration de la démocratie. La bourse a également

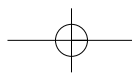
intensifié ses efforts d'internationalisation du marché des capitaux en 2000, en signant un protocole d'accord avec la bourse de Nairobi afin de faciliter l'inscription de titres à la cote dans les deux pays. La NSE avait déjà signé un protocole d'accord analogue avec les bourses du Ghana et de Johannesburg. Le protocole signé avec cette dernière en 1999 avait permis, pour la première fois, à des entreprises étrangères d'accéder à la NSE. Il s'agissait de deux sociétés sud-africaines : *Electronic Media Network* (M-Net) et *Supersport International Holdings*.

Contexte politique et social

La démocratie a été rétablie en 1999 au Nigeria. La participation populaire et le multipartisme sont respectés. Le gouvernement Obasanjo est maintenant bien installé après d'âpres conflits politiques avec l'assemblée nationale – essentiellement à propos de la délimitation de leur sphère de compétences respectives dans le cadre de la nouvelle démocratie. L'État de droit a été rétabli et les tribunaux extra-judiciaires spéciaux, créés sous le régime militaire afin de traiter certains cas, ont été abolis. Les tribunaux font respecter les droits fondamentaux de la personne humaine, notamment la liberté d'expression et d'association. Les médias indépendants ont recouvré leur liberté d'expression et leur dynamisme. Cependant, des inquiétudes subsistent à propos des fortes tensions ethniques et religieuses qui sont apparues avec la fin du régime militaire. Ces tensions ont fait de nombreuses victimes et ont parfois menacé l'unité nationale. Même s'ils semblent s'être apaisés, ces conflits continuent de faire planer leur menace sur la nation. Outre ces tensions ethniques, l'insécurité, la criminalité et la corruption restent de graves problèmes pour le Nigeria et ses voisins.

Cependant, depuis 1999, la responsabilité et la transparence du secteur public ont été considérablement renforcées. Le gouvernement a pris des mesures en ce sens dans des domaines tels que les transactions pétrolières et les dépenses de l'État. Parallèlement, une enquête récemment menée sur quelque 4 000 marchés publics a conduit au retrait des 31 licences d'exploration et de production pétrolières accordées début 1999. En





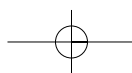
juin 2000, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi anti-corruption, et la loi a ensuite été promulguée. Une Commission anti-corruption indépendante a par ailleurs été créée. La population nigériane et la communauté internationale déplorent néanmoins que la corruption reste généralisée dans les institutions publiques du pays. Les autorités nigérianes avancent que le célèbre indice de la corruption de *Transparency International* (TI), qui classe le Nigeria dans le bas du tableau, s'appuie sur une enquête menée avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Cependant, le Président Obasanjo (lui-même membre du Conseil consultatif de TI) est à la tête de l'État depuis mai 1999, et le Nigeria se range avant-dernier selon l'indice TI de juin 2001. Les rapports préliminaires intermédiaires établis par le Nigeria concernant la vérification de l'optimisation de l'utilisation des fonds publics en 2000 montre que les procédures ne sont souvent pas respectées.

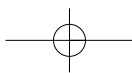
Le pourcentage de Nigériens vivant en dessous du seuil de pauvreté (fixé à un dollar par jour) s'est fortement accru au cours des vingt dernières années. En 2000, 56 pour cent de la population vivaient en dessous de ce seuil défini au niveau international. Cette même année, le revenu par habitant et la consommation privée par habitant étaient tous deux inférieurs au niveau du début des années 70. Le revenu par habitant est passé de 1 600 dollars en 1980 à 270 dollars en 2000, reléguant le Nigeria dans le groupe des 20 pays les plus pauvres du monde. La pauvreté varie selon les États et les secteurs. Elle est plus présente dans la partie septentrionale du pays. En effet, deux États du nord du pays (Kano et Kogi) abritent près d'un tiers des 20 pour cent les plus pauvres de la population. Près de 90 pour cent des Nigériens les plus pauvres travaillent dans l'agriculture, tandis que 58 pour cent de la population urbaine vivent dans un état de pauvreté. Les anciens programmes de lutte contre la pauvreté, tels que le *Family Economic Advancement Program* (programme pour le progrès économique de la famille), n'ont eu qu'un impact marginal, malgré d'importantes dotations budgétaires. Ces programmes n'ont pas atteint leurs objectifs car ils étaient mal conçus. Le gouvernement a tiré les leçons du passé et élaboré un nouveau plan de lutte qui a pour objectif de ramener le niveau de

pauvreté d'environ 66 à 20 pour cent d'ici 2010. Dans le même sens, le budget 2000 a réorienté les dépenses publiques en donnant plus de poids à l'enseignement, la santé, l'aménagement hydraulique rural dans les communautés de petite taille et les petites exploitations agricoles.

Les services sociaux restent insatisfaisants. Malgré les dotations budgétaires accrues pour les différentes branches, les services fournis par les principales institutions et administrations afin d'améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables souffrent de la dégradation croissante des infrastructures de base, et de la fréquence des grèves, surtout dans l'éducation et la santé. Le Nigeria dispose d'un système de santé bien défini soutenu par une politique et une stratégie nationales (*National Health Policy and Strategy*). Cette stratégie met l'accent sur les soins primaires en tant que pivot pour fournir des services de santé à tous les Nigériens. Cependant, la capacité du financement public et des ressources humaines à élargir la couverture des soins primaires de qualité s'est par le passé significativement dégradée. A tous les niveaux du système de santé, les installations et le moral du personnel médical n'ont cessé de se détériorer. Les indicateurs sanitaires du Nigeria ont reculé en raison de la fragilisation générale du système. L'épidémie de sida a accru les problèmes de santé du pays. On estime en effet que le nombre d'adultes (15-49 ans) contaminés est passé de 1.8 pour cent en 1992 à 5.4 pour cent en 1999.

Le Nigeria continue d'axer sa politique éducative sur un enseignement de base pour tous. L'amélioration récente de ses performances en matière d'éducation s'est poursuivie en 2000, avec une hausse des inscriptions dans les écoles primaires et secondaires. Les chiffres disponibles montrent que le taux brut d'inscription dans le primaire est passé de 86.6 pour cent en 1996 à 91 pour cent en 2000. Le taux brut d'inscription des filles a également progressé, de 76.5 à 80.1 pour cent. De même, le taux d'inscription dans les établissements secondaires est passé de 34 à 36 pour cent, et de 31.1 à 33 pour cent pour les filles sur la même période. Le ratio élèves/enseignants a légèrement reculé dans les écoles primaires et secondaires, passant de 52 et 38 en





1999 à 54 et 41, respectivement, en 2000. L'amélioration du taux d'inscription s'explique par une hausse des dépenses publiques consacrées à l'éducation. Ces dernières ont en effet augmenté de 104.1 pour cent en 2000, pour représenter 7.1 pour cent du total des dépenses publiques et 1.4 pour cent du PIB. Cependant, elles restent inférieures à la moyenne africaine, qui se situe à 3.5 pour cent du PIB.

